

# Une marche forcée vers un modèle a-social !

A l'heure où nous écrivons, les personnels du premier degré de Nantes entament leur deuxième semaine de grève reconductible, seuls ! Samedi 24, ils étaient avec les parents, les élèves près de 13 000 dans les rues. Pourquoi si fort à Nantes ? Ou plutôt pourquoi pas ailleurs ? Que les FSU départementales aient appelé ou non à la grève, les manifestations du 22 n'ont pas été pour l'éducation un rebond de la grève du 15 et de la manif du 18 mai.

**D**epuis le début de l'année, on assiste non pas à une atonie du mouvement social, bien au contraire, mais à une grande difficulté à articuler les rythmes, les revendications (salaires, retraites, RGPP...) et les configurations unitaires.

Une des raisons en est évidemment la puissance de feu « réformatrice » du gouvernement.

Sur le plan économique : paquet fiscal, nouveau code du travail, projet de loi sur le « marché du travail » (26 mars 2008), suppression de la publicité dans l'audiovisuel public, loi de « modernisation de l'économie » (livret A, logement social, grande distribution...), réforme portuaire et représentativité syndicale.

Un État minimal : RGPP qui détruit les missions, les savoirs faire et les statuts, fusion ANPE-Unedic, Trésor et Impôts, carte judiciaire, carte hospitalière, plan banlieue et partenariats public-privé.

Protection sociale : retraites (suppressions des régimes spéciaux, 41 ans, etc. c'est bien la répartition qui est remise en cause), franchises médicales, RSA, allocations familiales, logement, bourses étudiantes.



Le 15 mai, à Nantes, on vote la reconduction de la grève.

Education, formation, recherche : carte scolaire supprimée, autonomie des universités, financement du privé, suppressions de milliers de postes, programmes, rapport Pochard, réforme des lycées, bac-pro 3 ans, réforme de l'école nationale de la magistrature.

Libertés : identité nationale, peines planchers, service minimum, vidéosurveillance, loi Hortefeux sur l'immigration, dépenalisation du droit des affaires, peine de sûreté, secret des sources, archives, ordonnance de 1945...

Ce catalogue, qui n'a rien de Prévert, démontre à la fois l'orientation politique et l'efficacité de ce gouvernement. Mais il met aussi en évidence, en l'absence de toute opposition politique crédible, les défis auxquels sont confrontées des organisations syndicales qui se sont révélées pour l'instant incapables d'adapter leurs outils et leurs rythmes à celui d'une « droite décomplexée ».

## Des mobilisations poly-dispersées

Dès octobre apparaît la difficulté à faire converger les dossiers retraites, salaires, suppression de postes : incapacité des organisations de la FP à donner un débouché à deux grèves réussies sur les salaires, disparités territoriales et dans les services à percevoir simultanément les attaques RGPP. Alors que dans la RP, à Grenoble ou dans le Doubs, personnels, parents et lycéens entrent en lutte, le décalage 1<sup>er</sup>/<sup>2nd</sup> degré finit par se résoudre. Malheureusement tout cela prend du temps et le temps nous en avons peu...



PHOTO : MIGNONNEAU

Ce travail préparatoire est indispensable et ne sera pas perdu. Parce que nous sommes confrontés à un combat global – Sarkozy répond à ceux qui lui reprochent de tout prendre en même temps que justement tout se tient ! –, il faut construire une riposte globale. Quel mot d'ordre unificateur et dont on puisse tester le succès ? « En finir avec Sarkozy » est sûrement dans bien des têtes, mais ce ne saurait être une plate-forme syndicale efficace, et risque même parfois de conduire à la précipitation et à l'écoeurement d'équipes radicales.

Il ne faut pas laisser croire que ce qui sera détruit pourra facilement être reconstruit. Là, moins encore qu'ailleurs, on ne peut rêver de « réversibilité ». Les dégâts institutionnels, sociaux se traduiront aussi par la casse des collectifs de travail et donc des collectifs de lutte. Expliquons, démontrons et démontons les mensonges quotidiens du gouvernement et de ses valets. L'appel « *le service public est notre richesse, mobilisons-nous !* » en est un des outils. Il faut s'atteler pour de bon à rassembler personnels, usagers et élus, tant il est assuré que l'on ne gagnera pas sans le soutien actif de la population dans notre combat pour le service public et le statut de la Fonction publique.

Une nouvelle grève semble s'annoncer pour le 6 juin contre la loi de mobilité. Des mobilisations semblent – contre la fusion Impôts-Trésor, enfin ! – démarrer aux finances, y compris sous forme reconductible. A la SNCF, un mot d'ordre de grève reconductible est en discussion à partir du 2 juin. Les pêcheurs, les transporteurs doivent faire face à l'envol du cours du pétrole. Tandis que ce sont tous les salariés et retraités qui voient leur pouvoir d'achat régresser. Ce mouvement de fond qui agite la société cherche une voie et une issue positive. Il ne s'en laissera conter ni par ceux qui lui parlent d'autre chose (la gouvernance du PS), ni par la multiplication de 24h dispersées, aussi légitimes soient-elles. Le syndicalisme ne peut pas faire l'économie d'un affrontement idéologique avec ce gouvernement ni de propositions convergentes de luttes. ●

JEAN-MICHEL DREVON  
26 MAI 2008